

TORNATA DEL 20 GIUGNO 1854

PRESIDENZA DEL PRESIDENTE BARONE MANNO.

SOMMARIO. *Continuazione della discussione sul progetto di legge per modificazioni ed aggiunte al Codice penale — Discorso del senatore Della Torre contro il progetto ministeriale; del senatore Gioia in favore del medesimo; del senatore Della Marmora contro il progetto — Replica del senatore Della Torre — Osservazioni del senatore Collet, membro dell'ufficio centrale — Risposta del ministro di grazia e giustizia — Replica del senatore Della Marmora — Considerazioni del senatore Pinelli a sostegno del progetto ministeriale — Riassunto della discussione del relatore — Chiusura della discussione generale — Relazioni sui progetti di legge concernenti: la pubblica sicurezza; l'autorizzazione alla Divisione amministrativa di Sassari di eccedere il limite normale dell'imposta pel 1854.*

La seduta è aperta alle ore 2 1/2 pomeridiane.
GIULIO, segretario, legge il verbale della seduta di ieri, il quale viene approvato.

SEGUITO DELLA DISCUSSIONE SUL PROGETTO DI LEGGE PER MODIFICAZIONI ED AGGIUNTE AL CODICE PENALE.

PRESIDENTE. Si continua la discussione generale sul progetto di legge per modificazioni ed aggiunte al Codice penale.

La parola è al maresciallo Della Torre.

DELLA TORRE. Messieurs les sénateurs, monsieur le garde-des-sceaux n'ayant pas accepté le projet de loi si remarquable qui avait été rédigé par notre Commission centrale, je pense que je ne dois m'occuper dans cette occasion que du projet de loi ministériel, que monsieur le garde-des-sceaux paraît vouloir maintenir dans toute son intégrité.

Or, messieurs, ce projet s'il était mis à exécution ferait naître bientôt dans notre pays des discordes et des troubles, et certainement les conséquences ne tarderaient pas à être fatales pour l'État.

Cette loi frappe de peines graves tout ecclésiastique, qui par des écrits, ou en chaire, jetterait le blâme sur nos institutions, ou, remarquez-le bien, sur des lois promulguées; elle le frappe d'une amende qui s'élève jusqu'à deux mille francs et d'un emprisonnement qui peut durer jusqu'à trois années.

Le prêtre qui attaque le Statut est certainement en faute, puisque le Statut est favorable à la religion catholique, apostolique et romaine qu'il déclare religion de l'État, tandis qu'il ne considère les autres cultes que comme tolérés; mais il peut surgir telle loi que le prêtre est dans l'obligation stricte de réprimer.

Réfléchissez, messieurs, au grand nombre de lois qui se publient chaque année chez nous; je pense que ni le Minis-

tère, ni le Sénat, ni la Chambre élective, ni enfin les trois Pouvoirs réunis, n'ont la prétention d'être infaillibles en matière de foi, de dogme, de sacrements, en un mot de religion. Il peut donc facilement arriver que dans ce grand nombre de lois il y en ait qui blessent en quelque point notre sainte religion.

Je suppose qu'une loi autorise ce que la religion défend.

Je vous le demande, messieurs, le clergé n'est-il pas dans le devoir précis d'avertir les fidèles qu'ils ne peuvent point profiter de cette autorisation ?

Mais, messieurs, ce devoir va encore grandir.

Le Saint-Père est informé de la promulgation de cette loi, il la réprouve, et charge les évêques de faire connaître sa réprobation.

Les évêques ne trahiraient-ils pas tous les devoirs de l'Épiscopat s'ils laissaient ignorer la décision du Vicaire de Jésus-Christ, qui doit faire cesser toute irrésolution de la part des catholiques ? Et cependant les évêques, en accomplissant ce devoir sacré, tomberaient sous le coup de la loi, qui nous est présentée, puisqu'il y est formellement dit que les peines qui y sont mentionnées doivent aussi être appliquées aux ecclésiastiques qui agiraient suivant l'ordre d'une autorité résidant à l'étranger; et comme nulle autorité n'est exceptée, il est évident que celle du Saint-Père est comprise dans la prohibition.

Or, messieurs, la première fois que cette loi sera appliquée l'État est dans le schisme, puisqu'il prive les fidèles du droit dont les catholiques ont toujours joui, de connaître toutes les décisions du Saint-Père en ce qui touche la religion et la foi.

De plus, la persécution est ouverte, puisque les juges sont appelés à condamner les évêques, qui ont accompli un devoir aussi sacré; et cependant, messieurs, tout cela se fait au nom de la liberté de conscience, et même, dit-on, pour l'assurer.

Mais, messieurs, la conscience pour être libre a le droit de pouvoir s'éclairer quand elle rencontre quelque sujet de doute.

Le paroissien s'adresse à son curé; si celui-ci ne croit pas

pouvoir résoudre le doute, il recourt à l'évêque, qui est chez nous l'autorité supérieure, et l'évêque, dans les cas graves, soumet la question au Saint-Père, dont la décision est suprême, et sans appel.

Messieurs, d'après la loi que nous examinons, le système sur lequel repose la tranquillité de conscience chez les catholiques serait détruit, car le curé qui manifesterait une opinion contraire à la nouvelle loi promulguée, serait, d'après celle qu'on nous propose de sanctionner, passible de peines très-graves.

L'évêque, malgré sa haute dignité, se trouverait dans la même position; et quant au Souverain Pontife, que vos lois n'atteignent pas, vous tranchez la difficulté en appliquant les mêmes peines à ceux qui feraient connaître un rescrit de sa part, dont vous n'auriez pas vous mêmes autorisé la publication. Ainsi, messieurs, dans nos États un catholique qui au milieu de ces lois que nous faisons par centaines, et à coup d'amendemens, et souvent en les décrétant d'urgence, en rencontrerait une qui alarmerait sa conscience, ne pourrait pas recourir aux lumières de ses supérieurs spirituels, sans les exposer à être punis d'amendes, et d'emprisonnement.

Quant à la voix du Saint-Père vous lui interdisez le moyen de parvenir librement jusqu'à nous.

Je vous demande, messieurs, si dans un pays où l'immense majorité est catholique, où le premier article du Statut porte que la religion catholique, apostolique et romaine est la seule religion de l'État et que les deux autres cultes n'y sont que tolérés, je vous demande, dis-je, si l'on pourrait présenter une loi plus contraire au Statut, et plus tyrannique.

Tout cela se fait après avoir tant parlé de nos libres franchises; nous voilà tellement libres que nous ne pourrions plus savoir ce que le Saint-Père décide sur tel ou tel objet qui intéresse au plus haut point notre conscience, sans que les ministres permettent que le Saint-Père fasse entendre sa voix.

Chaque loi doit avoir un but; certes, ce but ne saurait être d'alarmer les consciences, et de jeter un brandon de discorde entre nous. Or, messieurs les ministres, le but réel de la loi que vous nous présentez est facile à entrevoir; vous vous préparez à nous présenter des lois contraires aux principes catholiques, et vous voulez, par des menaces, empêcher le clergé d'avertir les fidèles du danger, auquel leur foi est exposée.

Mais, messieurs les ministres, votre espoir sera déçu.

L'Épiscopat et le Clergé accompliront leur devoir, et la Nation conservera sa foi. Vous serez donc forcés d'entrer dans un large système de persécution, et cela, messieurs, dans un moment où de grands événemens se préparent en Europe et où des graves perturbations la menacent; dans le moment où notre pays placé au milieu de deux grands empires, aurait besoin de conserver une union intime entre tous ses citoyens, cette loi va nous diviser en deux camps, les catholiques, et les anticatholiques; elle jettera ainsi entre nous un brandon de discorde, que dans plusieurs États des siècles n'ont pas suffi pour éteindre.

Je vous exhorte donc, messieurs les ministres, au nom de notre patrie commune, au nom de cette Dynastie à laquelle nous sommes tous dévoués, au nom de ce Statut, dont vous vous proclamez les défenseurs, à retirer une loi, dont la mise à exécution appellerait sur notre pays une longue série de calamités, dont personne ne peut calculer les conséquences et l'issue finale. Je fais appel, messieurs les

ministres, à votre sagacité, à votre patriotisme, à votre modération.

Je termine, messieurs les sénateurs, par une dernière réflexion. Naguère le Ministère a conféré un titre plus élevé à notre représentant à Rome à l'occasion d'une négociation importante qu'il devait y ouvrir. N'est-ce pas une vraie dérision pour le Saint-Père que de choisir un pareil moment pour publier une loi, qui lui annonce clairement, que dorénavant il ne pourra plus communiquer avec cette portion de son Église qu'avec la permission d'un Ministère qui se montre aussi hostile au catholicisme?

Messieurs les sénateurs, j'ai peu d'espoir que messieurs les ministres renoncent à leur projet, j'ai rarement vu que des arguments aient produit un semblable résultat; et cependant, nous avons entendu hier des arguments qui me paraissaient devoir être pris par messieurs les ministres en très-grande considération. Mais j'ai confiance dans la sagesse du Sénat; je me rappelle que vous avez rejeté des lois qui auraient été funestes au pays, mais aucune ne pourrait avoir des conséquences aussi fatales que celle qui, nous séparant en deux camps, jetterait aussi la division d'individus à individus, de famille à famille, de province à province, et pourrait dans un avenir plus ou moins lointain amener la dissolution de l'État.

Comme catholique, comme sénateur, comme serviteur dévoué à la Dynastie qui nous gouverne, et à l'État, je vote de toutes les puissances de mon âme contre la loi qui nous est présentée.

GIOLIA. Signori, dopo le eloquenti parole che udimmo ieri a difesa della legge presente, è fatto molto difficile ritentare da capo il medesimo argomento. Nè certo è mia intenzione di affaticare il Senato con inutili ripetizioni.

Io mi stringerò dunque a grandissima brevità, toccando rapidamente quei punti, in verità assai pochi, che fossero stati ieri ommessi o non sufficientemente dichiarati.

E facendomi senza più all'articolo 1, dico che non mi apparisce ragione sufficiente, per cui abbia a sottrarsi dallo alinea di esso articolo la menzione che vi si incontra di *esercizio pubblico dei culti tollerati*, la quale chi ben guardi non è veramente che il correlativo necessario di quanto fu disposto poco avanti nell'articolo medesimo. E di vero, a quali reati qui vi accenna? A reati che si commettono con iscondolo e pubblicità, a danno ed offesa della religione. Dunque la eccezione immediatamente soggiunta perchè sia logica e razionale, convien che offra gli stessi caratteri e abbia i medesimi elementi della regola a cui si riferisce. Convien cioè che accenni ad atti pubblici e patenti; senza di che ella rimarrebbe quasi lettera morta, senza nesso e senza ragione. Si consideri bene la struttura dell'articolo, e apparirà chiaramente, come uno stretto rapporto di corrispondenza ne colleghi le due parti, e faccia necessario di assegnare alla seconda i limiti e il valor della prima.

Questa necessità logica basta a miei occhi per risolvere ogni dubbio. Ma d'altra parte, io soggiungo, perchè tanta contenzione a nascondere una cosa che i fatti rivelano e ci pongono quotidianamente sotto gli occhi? Non sono dunque come pubblici i riti, pubbliche le chiese dei Valdesi? Non sono esse accessibili a tutti? Non si elevano ornate e pompose accanto dei nostri passeggi? Dunque se il fatto è così, perchè ai fatti non seconderanno le parole? Perchè si vorrà dar motivo a pensare che, negando o tacendo, si speri tuttavia di fare meno impossibile il ritorno di un passato che si rimpianga? Si teme, lo so, che questa libertà trasmodi, ma se verrà tempo in cui debba trasmodare, voi non lo im-

pedirete certo colla soppressione di quell'innocente aggettivo. E se per contro, come pur spero, sarà contenuta sempre dentro limiti decenti, non importerà punto quell'aggiunta, la quale mentre è vera, mentre è necessaria, sarà altrettanto inoffensiva.

Io non cercherò, o signori, le intenzioni di coloro che vi consigliano questa soppressione, le quali amo di credere buone e leali; ma dico che essi imbizzarriscono di un'ombra vana, e che non hanno avvertito come mentre si trattava di offese pubbliche, non si potesse sensatamente far eccezione se non verso atti che appartenessero egualmente a culto pubblico.

Oltrechè io direi: non temiamo, non temiamo, di grazia, che la tolleranza sia soverchia. Tanto male già operò la intolleranza, che ben può comportarsi che il suo contrario trovi ora fra noi, se non trionfo, almeno sede riposata e tranquilla. Ciò farà onore alla nostra ragione, nè dispiacerà pure alla religione dominante, la quale in queste differenze si avviva e si nobilita come luce per ombra.

Dell'articolo 2 dirò brevissimamente, come d'argomento che fu svolto ieri con mirabile lucidità. E già nel concetto finale siamo tutti d'accordo, e gli oppositori e l'ufficio centrale: tutti conveniamo in ciò, che debba esservi una pena ai preti che nei pubblici sermoni si abbandonano a censure irriverenti. Se non che noi non vorremmo nè veli, nè ambagi; vorremmo le cose chiamate col loro proprio nome; e gli altri, per un istinto lodevole di cortesia, hanno immaginato una specie di nascondimento, che non nasconde e non cela nulla! Si vede a mille miglia lontano che quei funzionari pubblici sono una maschera tirata a caso. È una maschera infelice, perchè, come vi fu ieri dimostrato, tra i funzionari pubblici e i preti sono tante e così profonde ragioni di differenza, che lo appaiarli insieme non farebbe forse onore nè al nostro senno politico, nè alla nostra sagacità legislativa.

O ci è, o non ci è bisogno di una legge che reprima le intemperanze clericali. Se ci è, secondo che niuno vorrà dubitarne, facciamola in nome di Dio, come l'han fatta i Francesi ed i Napoletani ultra-cattolici, coi nomi e coi cognomi che si convengono. E se non ci è, lasciamo in pace e i preti e gli impiegati; e non diamo al mondo lo spettacolo d'un connubio artificiale, che farebbe o ridere o sdegnare.

Nessuno, se ben ricordo, ha parlato ieri dell'articolo 4, e dei relativi emendamenti dell'ufficio centrale: eppure è degno che vi sia posta qualche considerazione.

L'articolo 4 si legge così nel progetto ministeriale:

« Qualunque contravvenzione alle regole vigenti sopra la necessità dell'assenso del Governo per la pubblicazione od esecuzione di provvedimenti relativi ai culti, sarà punita, secondo i casi, col carcere estensibile a sei mesi o con multa estensibile a lire cinquecento. »

Per contro l'ufficio centrale propone che la pena sia ridotta a semplice ammenda, la quale, come sapete, comincia da due lire e non può andare oltre le cinquanta.

Io non ho bisogno, o signori, di ricordarvi che importante prerogativa sia quella a cui accenna codesto articolo, e come i nostri maggiori l'abbiano conquistata e posta in sicuro con isforzi perseveranti, e indi poi in ogni tempo gelosamente difesa. Tanto è importante quanto lo è l'autorità suprema dello Stato, la quale per questo modo assicura i suoi diritti e la sua dignità.

Ora se il contravvenire a questa prescrizione tutelare dee avere un castigo fisso e normale, io non consento che

sia sì leggero, che quasi porga allettamento e faccia invito a violarla. Nè mi par pure decoroso, che cosa sì grave apparisca accompagnata da una sanzione così languida e impotente: rispetto alla quale abbiate come certo che si delibererà in più d'un caso, se meglio sia subire la dipendenza del potere civile, ovvero incontrare un pericolo così poco apprezzabile.

Ben è vero che gli atti aventi a base un rescritto straniero non ammesso dal Principe sarebbero o intrinsecamente nulli o annullabili. Ma, ora il tempo trascorso, ora l'interesse implicato dei terzi, ora la natura stessa dell'atto dissuadono dall'usare vigorosamente questo diritto, che rimane quasi sempre come minaccia vuota d'effetto. Più propria dunque e più efficace sarà una sanzione penale che tenga luogo dei provvedimenti economici che sarebbonsi adoperati in antico, purchè sia tale che lasci traccia di sè, e non sia per cadere presto o in oblio o in dispregio. In tutti i casi poi, meglio niuna pena, che una pena che abbia sentore o di timidità o d'impotenza.

Grave articolo è il 5°, in cui è detto che la colpa e la imputabilità della colpa non cessano, per affermare che siasi operato in questo o quel modo per impulso o per ordine di superiore. Articolo di altissima importanza che non fu mai indubiato, nè può esserlo se non si cancellino innanzi le nozioni più elementari dell'organismo sociale e delle giurisdizioni territoriali. Nè ciò, credo, si nega pure dagli oppositori: se non che, come all'articolo 2, vorrebbero da una parte confessarlo, dall'altra non farne esplicita dichiarazione. E per iscusare tanta sconcordia si è immaginata una dottrina che pochi vorranno accettare, cioè che la legge non possa e non debba e non soglia tampoco assegnare niun limite all'arbitrio dei giudicanti.

Il quale asserito, per verità, non potrebbe nè per esempi, nè per ragioni confermarsi. Imperocchè, quantunque in tesi generale sia vero che le ragioni di scusa e il criterio della imputabilità appartengono al giudice, vero è altresì che può essere e fu spesso ufficio della legge porre alcune norme, le quali (quasi segnali nel vasto campo della convinzione), ne indirizzassero il giudizio, scemando le ansietà e i pericoli di un arbitrio sconfinato.

Ne udiste ieri un esempio: aggiungetene altri se vi piace. Secondo il sentir comune pare minor colpa l'ingiuria che si fonda in fatti veri o provati, che non l'altra che sorge da calunnia. Eppure ecco la legge che vieta ai giudici di accogliere siffatte scuse o di scemare per quelle l'imputabilità del reato.

L'ubriachezza spegnendo e turbando la ragione scema od annulla il valor morale delle opere umane. E tuttavia il Codice non si restò dal dichiarare che l'uomo solito a ubriacarsi non sarebbe scusato dell'omicidio, e segnò rigorosamente i limiti entro i quali avrebbe a reputarsi scemata la imputabilità anche nei casi di ubriachezza insolita. E quante leggi pur non troviamo nelle Raccolte francesi in materia massime di contravvenzioni, in cui è detto che la buona fede e l'intenzione non si potrebbero invocare per iscusata?

Dunque quanto è vero che la legge non si intromette nel processo intellettuale e nell'intima preparazione del giudizio, altrettanto è certo che può porre alcune norme estrinseche, secondo le quali, e dentro a certi limiti debba quel giudizio medesimo indirizzarsi. E vero è del pari che così essa suol fare ogni volta che vi abbiano per ciò ragioni gravi e sufficienti.

Le quali per verità nel caso presente non mancano. Im-

perocchè le scuse principali a cui accenna l'articolo noi le udimmo addurre più volte, e ancora si addurranno in avvenire, nè punto è raro di incontrarsi in persone che le stimino accettabili. Donde la necessità di escluderle perentoriamente ed uniformemente pel fatto stesso della legge.

Nè qui sta tutto. Ma, o signori, ai giudici si commettono i fatti, non si commette il diritto che è perpetuo e immutabile. Donde la conseguenza che non può esser lasciato in loro arbitrio di giudicare, che una podestà straniera in nessun caso, in nessun tempo, per qualunque concorso di circostanze possa, con atti emanati da lei, procacciare ai sudditi pretesti o scusa d'impunità. Vorrebbe dunque che dalla imperizia di un giudice fosse mai per dipendere un ordine così elevato di giurisdizioni e d'imperio? Se così potesse essere, consiglierai i Governi nostri ad andarsene, e lasciar fare agli stranieri, sicuri omai di trovar qui una turba di agenti inviolati ed inviolabili!

Dunque (e si noti) l'articolo 5 non contiene tanto un indirizzo o una istruzione ai giudicanti, ma più veramente risolve, e conferma e mette, dirò così, fuor di dubbio un punto importantissimo di giurisdizione territoriale, il quale non solo non deve restare in nube, ma conviene che sfolori e si ripeta con forme sentite ed efficaci.

Io ho tenuto, o signori, la mia promessa di correre rapidamente sui punti più controversi della legge, e di evitare possibilmente il fastidio di recare innanzi gli argomenti del di passato.

Ora chieggo venia di soggiungere ancora alquante parole di tenore non lieto. Confesso che mi è molestia e fatica incredibile lo agitarsi perenne di questioni che già da gran tempo dovrebbero aversi come perentoriamente risolte. Mi è molesto che si disputi e si contenda ancora avaramente sul concetto della tolleranza religiosa, che si disconosca l'influenza benefica dello Statuto e della ragione pubblica, e dei tempi. Che si infrangano la suprema autonomia del potere civile; che si infrangano le sue armi, e si avvalorino quelle che lo avversano. Mi è molesto che ancora si disputi se non sia gravissimo reato la parola abusata del ministero ecclesiastico; se non sia colpa cercare nel tempio e nelle cose sante alimento a lotte politiche o a passioni private; se non sia quasi ribellione attingere da potenza straniera coraggio e mezzi e scuse di resistenza. Ma soprattutto mi addolora, che mentre ci stanno davanti agli occhi, e quotidianamente ci travagliano tante grandi speranze, tante legittime aspettative d'interne riformazioni, noi, parte importante e vitale de' poteri dello Stato ci troviamo qui raccolti e contendenti intorno a una legge, la quale, poniamo che non sia inutile, non è però tampoco nè feconda, nè grande.

Noi vediamo, o signori, non dirò incompiuti, ma non intrapresi ancora i grandi ordinamenti dello stato civile delle persone. Vediamo le cause matrimoniali correnti per appelli interminabili da una in altra curia, e balestrate per ultimo con incredibili vicende fino ad una curia straniera. Vediamo la mostruosa, e non credibile, e soprattutto non cristiana disuguaglianza de' patrimoni ecclesiastici, e il suo mal riparto e i suoi governi non buoni. E mentre ci sarebbero tante grandi cose a fare, confesso che mi attrista e mi umilia il farne di sì piccole.

Ora, avvenga pure che questa legge sia accolta; ma non creda però alcuno di avere per ciò salvato la patria; non creda di avere notabilmente vantaggiato i comuni interessi. Forse la mia mente non lieta mi falsò le immagini dell'avvenire; ma io temo che avremo in appresso a lamentare le stesse intemperanze de' clericali, la stessa mollezza nei giu-

dizi. Io credo che noi usciremo da questa piccola lotta debilitati e per contro avvalorati gli altri, che, non offesi in nulla, non ometteranno tuttavia di atteggiarsi a maniera di vittime, e di vantare un martirio da cui sono lontani le mille miglia. (*Segni di approvazione*).

Confessiamolo, o signori, francamente. Su questo pendio non si può stare; e questo gioco continuo di piccoli ritegni e di soste porterà rovina. Noi dobbiamo muovere arditamente al conquisto di tutte le libertà civili. (*Bene!*) Noi dobbiamo mettere una volta per sempre in chiaro e in sodo i grandi principii onde si reggono e si mantengono gli Stati. E non obbligar nulla e penetrare francamente fino alle conseguenze più remote. E allora, o signori, avremo sicurezza e quiete onorata.

Ma finchè non si tentino che piccoli e successivi quasi pungimenti, io dico che si fa opera vana, e che i guadagni piccoli e dubbii dell'oggi scompariranno al domani.

Ma basti di ciò. Ho detto abbastanza a chi voglia intendermi, e a chi ricusi d'intendere sarebbe superfluo più lungo discorso. Io voterò questa legge più per l'intenzione che per l'effetto. Io la voterò come arra (così mi giova sperare) e principio di più valide e più efficaci riformazioni.

PRESIDENTE. La parola è al senatore Alberto della Marmora.

DELLA MARMORA. Prima di entrare in discussione relativamente alla questione che attualmente ci occupa (e dirò pochissime parole) io mi credo in dovere di protestare sin d'ora contro una pratica già stata usata e che probabilmente verrà rimessa in campo dopo questo dibattimento, ed è che ogni qual volta il Governo incontra in questo recinto una tal quale resistenza, subito alcuni giornali, che passano per essere da lui ispirati, tuonano contro gli uomini seri (vocabolo ministeriale del preambolo dell'ultima dissoluzione) e ci rappresentano come volendo fare un'opposizione sistematica alle nostre istituzioni, alle libertà, alle franchigie, ecc.

Io protesto contro queste calunnie, almeno per conto mio, e siccome io intenderò ora di dire poche parole sul progetto di legge, che siamo per esaminare, pigliandolo piuttosto sullo spirito col quale venne redatto e proposto, che sulla sua vera sostanza, e siccome non intendo essere spacciato nè ritenuto per quell'uomo che non sono realmente, forza mi è di appoggiare i miei pensieri sopra una brevissima dichiarazione di principii.

I miei amici sanno che io osai pronunciare e stampare libere parole, ed anche tenere tale linguaggio con eccelsi personaggi, quando parole libere non erano ancora troppo in uso a quei tempi: io venni destituito nel 1821 per essere, dicevano, partitante del sistema costituzionale. Così io sarei inconseguente con me stesso, se ora rinnegassi quegli stessi principii per i quali ebbi a soffrire, non solo una destituzione, ma ancora una specie d'esilio o di relegazione di dieci anni fuori del continente e lungi dalla mia famiglia. Del resto, a che proposito combatterei un'istituzione, quando vedo questa istituzione gettar più profonde e più numerose radici ogni giorno su questo suolo, e quando io stesso riconosco, con uomini più di me competenti, che tutt'altra forma di governo sarebbe ora per noi difficile, per non dire impossibile?

Ecco, signori, la dichiarazione che intendeva di fare, affine di non essere preso per quell'uomo che non sono.

Vengo ora al mio argomento.

Vi sono delle persone che hanno fama di bene osservare, le quali credono che quell'animosità che pur troppo viene

da qualche persona manifestata contro il clero (animosità di cui, a parer mio, è anche leggermente intinto il progetto di legge in questione) altro non sia che l'effetto di una reazione contro ciò che ebbe luogo negli anni scorsi. Questi uomini citano vari fatti, per esempio, quella guerra mossa da alcuni ecclesiastici contro l'impianto degli asili infantili e dei ricoveri di mendicizia; guerra portata poi più tardi, con poca prudenza, sul terreno della politica.

Signori, non intendo in questo momento dare ancor io, come si dice, il calcio della favola al leone morto, nè tampoco fare il processo ai defunti: io non fo che riferire i pensieri di quelle persone che credono trovare in quei fatti l'origine di quell'animosità che oggi si traduce in alcune proposte ed in alcune misure che si vogliono prendere, e che hanno, per così dire, un'aria d'ostilità verso una certa classe di persone.

Io non so se siano sul vero o sul falso quelle persone che così ragionano, ma a me basta che un progetto di legge mi presenti il menomo indizio di reazione o di odiosità verso una classe qualunque di cittadini per credermi in obbligo di rigettarlo se non venissero emendate quelle parole che potrebbero dar luogo a questi pensieri.

Io non entro in discorso su quello che in senso più generale si dice, si fa e si scrive in odio al clero ed alla religione al giorno d'oggi fra noi, massime da alcuni giornali che si sfogano in questo genere, perchè userei dalla questione, ma permettetemi di dirvi che tutto quello che si fa qui, si dice e si scrive oggidì in odio al clero a me non reca nessun stupore; ve lo dico francamente, ed ecco la ragione: perchè sono cose che ho già visto sorgere e scomparire nel breve corso di mia vita.

Io sono abbastanza vecchio per aver assistito alla rappresentazione di quel certo dramma semiserio, semicomico che fu rappresentato in Torino cinquanta e più anni fa, sotto il titolo di *Repubblica subalpina*, e quantunque io fossi allora in giovanile età, ciò nondimeno io era dotato di bastante intelligenza per ben imprimere nella mia mente tutto ciò che ebbe luogo in quel curioso periodo della nostra storia moderna, specialmente in odio ai preti.

Mi ricordo così dei bei discorsi filosofici e degli scritti apologetici del cittadino Ranza e del cittadino Spanzotti; mi pare di assistere ancora a quelle prediche fatte all'aria libera o nei luoghi pubblici da un certo padre Morardo e da altri frati sfratati suoi simili di cui taccio i nomi. Mi ricordo di aver visto dei venerandi padri cappuccini strappati dal convento del Monte e condotti in piazza Castello a ballare attorno all'albero della libertà, e costretti dopo a montare la guardia con tanto di sciabola al fianco e di coccarda al cappuccio; queste cose non si vedono più oggidì. Ho visto poi particolarmente un vescovo infermo tolto dal suo letto colla forza delle baionette e costretto d'andare a piedi per molte miglia ad assistere, non come prete, ma come spettatore forzato al macello di vari suoi diocesani fucilati a' suoi fianchi, e finiti poi colla sciabola ai suoi piedi.

Signori, quando io paragono tutte quelle cose che si sono fatte in quel tempo e che le metto a petto di quelle che vediamo oggidì, allora io mi rallegro di vedere che i tempi sono assai cambiati. E quando rifletto che quelle saturnali che ho visto allora hanno cessato presto, mi conforta il pensiero che quelle odiosità che scorgo oggidì avranno anche breve durata.

Mi conforta poi specialmente il pensare che gli anni che sono passati dal 1848 e dal 1849 in qua abbiano corso,

dirò così, in via ferrata, se non per noi, almeno per molti popoli, i quali ora ne sono lontani; e soggiungerò che vedo in quasi tutta Europa un certo buon senso generale ed un bisogno di tranquillità, di pace, di tolleranza e di oblio, il quale certamente spero potrà anche penetrare qui ed avere una salutare influenza in questo paese.

Signori, non è più il tempo in cui v'era come un muro della Cina tutt'attorno al nostro piccolo Stato eretto contro le idee che venivano dal di fuori; vengano pure, vengano pure le idee dal di fuori che certamente al giorno d'oggi non perderemmo al libero scambio di simile mercanzia.

Signori, io vi ho detto francamente il mio modo di pensare, e credo di aver provato che non appartenga a nessun partito, anzi vi dico che di preferenza sarei sempre più propenso per l'autorità; e ciò è tanto vero che, quantunque certamente non mi senta compreso di ammirazione per la marcia attuale del carro governativo, il quale, per mio modo di vedere, cammina sopra di un pendio pericoloso, con tutto ciò io darò sempre il mio voto favorevole al Governo qualora egli ci presenti delle leggi un poco accettabili, e quando voglia spiegare forza e vigore, ma forza e vigore per tutti.

Ma qui, o signori, non credo che sia ora il caso di dare questo mio voto, perchè, secondo il mio modo di vedere, mi pare di riconoscere nello spirito del progetto e nel modo col quale è concepito una certa condiscendenza, per non dire concessione, verso un partito che io credo adesso reazionario, che cioè fa ora una reazione coll'intento od il pretesto di combattere o di prevenire un'altra reazione. E siccome le reazioni sono, a parer mio, il più gran flagello di un paese, il più potente dissolvente di una società, così la reazione io la combatto e combatterò tanto che avrò fiato e vita, da qualunque lato essa apparisca e con qualunque colore e sotto qualunque bandiera essa si presenti.

Adunque, o signori, vi dico che non posso accostarmi al progetto di legge tal quale è redatto, perchè, a parer mio, è un poco intinto di reazione.

PRESIDENTE. Havvi un solo oratore iscritto, il quale è assente, perciò lascio in balia dell'onorevole relatore dell'ufficio centrale, oppure del ministro guardasigilli, di prendere la parola.

SCLOPIS, relatore. Io sarò brevissimo e parlerò dopo.

RATTAZZI, ministro di grazia e giustizia. Io veramente dopo gli eloquenti discorsi....

DELLA TORRE. Domando la parola.

RATTAZZI, ministro di grazia e giustizia (Dirigendosi al senatore Della Torre). Se vuol parlare, parli pure, io parlerò dopo.

PRESIDENTE. Il ministro le cede la parola.

DELLA TORRE. J'ai entendu citer la loi française de l'an x. La loi de l'an x a été faite par Napoléon I^{er}, comme vous savez, mais dans quelles circonstances? C'était après avoir épuisé tous les moyens pour obtenir du Saint-Père l'approbation des actes organiques et des articles gallicans, c'était après l'avoir fait prisonnier, après l'avoir dépouillé de ses Etats, et quand il était gardé à Fontainebleau.

Napoléon a espéré faire céder le Pape grâce à ce coup de tonnerre par lequel il déclarait la guerre à l'Eglise, car cet édit était une déclaration de guerre à l'Eglise. Mais Napoléon, ce génie extraordinaire, quoique sujet à quelque emportement, était doué d'une rare sagacité qui finissait toujours pour reprendre le dessus. Il attendit pour voir quel serait l'effet du coup de tonnerre, mais le Pape ne fut pas effrayé; il avait résisté dans sa prison, il résista égale-

ment quand l'orage grondait sur l'Église. Tout se borna à l'arrestation de deux ou trois cardinaux que l'on accusait d'entretenir sa résistance. Nul de ceux qui faisaient partie du clergé ne fut persécuté ni en France, ni en Italie. Napoléon, qui avait été le restaurateur de la religion, comprit qu'il en serait devenu le destructeur. En France le nombre des catholiques était considérable, toute l'Espagne et toute l'Italie étaient catholiques; il craignit d'allumer un incendie qu'il aurait été ensuite difficile d'éteindre.

Aussi, MM., cherchez jusqu'en 1814, et vous verrez que cette loi n'a été sévèrement appliquée contre personne. Après 1814 elle est restée lettre morte : lettre morte sous Louis XVIII, lettre morte sous Charles X, lettre morte sous Louis-Philippe, qui n'était cependant pas très-favorable à l'Église. Tout ce qu'a fait Louis-Philippe ce fut, dans certains cas, de charger le Conseil d'État de réprimander un évêque pour avoir abusé de son pouvoir. Le Conseil d'État envoyait à l'évêque une lettre de désapprobation : l'évêque répondait qu'il était fâché de ne pas avoir l'approbation d'un corps aussi respectable et aussi instruit que le Conseil d'État, mais qu'il avait agi selon sa conscience, et les choses en restaient là.

Sous la République le clergé a été parfaitement libre, il est libre aussi sous Napoléon III. La loi du mariage civil existe en France, Napoléon III a déclaré qu'il n'entendait pas l'abroger, et cependant les évêques qui l'avaient blâmée pendant la République l'ont blâmée actuellement dans des mandements qu'on a laissé lire en chaire. Ils ont dit hautement que les catholiques qui se mariaient ainsi étaient hors du catholicisme, excommuniés, et que s'ils mouraient sans avoir contracté le mariage religieux, c'est-à-dire en état de concubinage, ils ne pourraient pas recevoir l'absolution, ni être enterrés en terre sacrée. Voilà une loi de l'État; les évêques ne blâment pas la loi, mais ils enseignent aux catholiques comment il faut se conduire; c'est un fait qui s'est passé dans une grande nation.

Voici maintenant un autre fait qui s'est passé en Angleterre.

Les Irlandais, après l'émanicipation des catholiques, se plaignaient de ce qu'il n'y avait pas en Angleterre un établissement où leurs enfants pussent aller faire leur éducation, parce qu'il n'y avait que des collèges protestants, ce qui obligeait les Irlandais à envoyer leurs enfants dans les pays étrangers. M. Peel accueillit cette observation et fit voter plusieurs millions pour établir un collège qui fut placé sous la surveillance de l'épiscopat catholique irlandais qui avait le droit de surveiller l'enseignement, et lorsqu'il voyait qu'un professeur manquait à ses devoirs, il le suspendait et en informait le ministre compétent afin qu'il eût à pourvoir au remplacement de ce professeur. Cela avait rempli d'une grande joie le cœur des Irlandais; mais quelque temps après M. Peel écrivit aux évêques catholiques irlandais que, puisque les catholiques avaient le droit d'aller dans les collèges protestants, il lui paraissait qu'un collège catholique, étant institué aux frais du Gouvernement, on ne pouvait pas en exclure les enfants protestants. Il est probable, ajoutait-il, qu'il n'y a pas d'anglais qui consentiront à se rendre en Irlande, car nous possédons un nombre considérable de collèges en Angleterre; tout se réduira donc à quelques protestants irlandais.

Cette opinion du ministre divisa l'épiscopat : les uns pensaient que, puisque les évêques catholiques conservaient le droit de surveillance, il n'y avait rien à craindre; les autres disaient que le mélange d'enfants catholiques avec

des enfants protestants devait peu à peu amener une indifférence religieuse qui est peu nuisible au protestantisme, puisque chaque protestant arrange sa religion comme sa conscience le lui suggère, mais dangereuse pour le catholicisme qui possède des dogmes invariables. Les évêques ne pouvant s'entendre, ont écrit à M. Peel qu'ils s'étaient adressés au Saint-Père et qu'ils s'en rapporteraient à sa décision suprême. M. Peel n'adressa aux évêques aucun reproche; ils négocièrent pendant longtemps avec le Pape, enfin au bout de 7 ou 8 mois le Pape décida que la promiscuité des deux religions dans le même collège, dans le même centre d'éducation était nuisible au catholicisme.

Les évêques dirent que le Saint-Père avait décidé la question : pas le plus petit reproche; et comme le Gouvernement avait fait des sacrifices pour eux, ils ont dit qu'ils ne demandaient rien et qu'ils allaient essayer de fonder par eux-mêmes une Université exclusivement catholique. Cette Université ils l'ont fondée à Dublin; elle est ouverte.

Voilà, MM., un grand exemple : dans un pays protestant on reconnaît que l'évêque a le droit de recourir au Saint-Père et de modeler sa conduite d'après la direction du vénérable Chef de la Catholicité. En France l'épiscopat est libre; je pourrais vous communiquer les mandements auxquels tout-à-l'heure je faisais allusion, vous verriez que les paroles que j'ai rapportées sont textuelles. La loi civile du mariage en France a 60 ans d'existence, elle est donc promulguée et de plus maintenue par le Gouvernement actuel; cependant, comme elle blesse la religion catholique, les évêques ont le droit d'ordonner aux fideles de ne pas profiter de l'autorisation que donne la loi à tous les citoyens.

Je ne sais si MM. les ministres se décideront à imiter l'Angleterre et la France, ou si malheureusement ils préféreront imiter le Duché de Baden, où dernièrement on a incarcéré un archevêque : dans ce cas j'exhorterais les magistrats de mon pays à imiter les magistrats du Duché de Baden qui, quoique protestants en majorité, ont trouvé qu'il était juste que l'évêque remplît les devoirs de son ministère sacré, et l'ont fait mettre en liberté en lui restituant tous les biens qui lui appartenaient. C'est un fait, chacun peut facilement le vérifier.

COLLER. Finora, da quanto mi pare, nella discussione che ebbe luogo ieri e quest'oggi non si è fatto punto cenno dell'opinione della minoranza dell'ufficio centrale; domando all'onorevole Consesso la libertà di esprimerla.

Io desidero di dare alcune spiegazioni riguardo all'opinione della minoranza, e non dirò lunghe parole, perchè alla mia grave età non sono più atto ad una facile improvvisazione, e non scrivo perchè non potrei neppur leggere.

Avete letto, o signori, nella relazione che la minoranza aderiva al progetto del Ministero circa all'articolo 2°.

Quest'articolo 2°, a mio avviso, forma tutta la legge e basta alle vedute del Ministero. Esso fu adottato anche da me colla parola *censura*, largheggiando così per quanto fu possibile a tale riguardo. Io per me intendo che la *censura* vuol dire *biasimo*, benchè abbia da molti oratori udito esprimere un avviso contrario. Si rivolsero essi a dizionari per sostenere che *censura* non vuol dir *biasimo*, ma per me il miglior dizionario è il dizionario legale, ossia le discussioni che si fanno al Parlamento; ed io ricordo che in altro recinto si è dichiarato espressamente ed esplicitamente che *censura* voleva dir *biasimo*.

Mi appoggerei ancora, se fosse necessario, alla legge relativa all'immovibilità dei giudici, ove la parola *censura*

è pena disciplinare, e questa pena significa biasimo; dunque l'idea della minoranza era un'idea di conciliazione, e mi spiego: essa ha aderito all'articolo 2° del progetto ministeriale perchè, come io diceva, quest'articolo forma l'intera legge. A questa legge, signori, aderi in primo luogo perchè era mossa dal desiderio di arrendevolezza, di fare cioè, per quanto è possibile, che resti l'accordo fra i poteri dello Stato; in secondo luogo essa ha veduto in questo progetto un'idea di mitezza eziandio favorevole ai ministri dei culti, perchè, ritenete, o signori, l'articolo 200 del Codice penale che finora si applicava (e forse male) ai detti ministri costituiva un crimine, perchè i delitti o reati preveduti da quell'articolo sono puniti colla reclusione e relegazione.

Il progetto invece che vi è ora presentato coll'articolo 2° qualifica i detti reati quale contravvenzione correzionale, ovvero semplici delitti, e, secondo me, avvedutamente, perchè per un ministro del culto basterà una qualunque pena eziandio mite.

Dunque la minoranza è partita da questo principio, che bisognava cioè adottare quest'articolo di legge; e adottandolo cosa ha ella fatto? Ha adottato precisamente la legge di Napoleone del 1810. Quest'articolo, se mi fosse lecito richiamare i tempi andati, fu da me fatto eseguire durante tutto il Governo di Napoleone I, e non vi fu il menomo richiamo; dirò anzi che non è a mia ricordanza che vi sia stata contravvenzione veruna, perchè il clero vedeva le tracce, le norme che doveva tenere a tale riguardo; si eseguiva e vi si uniformava senza difficoltà.

Dunque quest'articolo è la copia del Codice francese, e non può sollevare verun richiamo dal canto del clero e neppure dall'autorità superiore ecclesiastica.

E tanto è vero, o signori, che esso non solo si osserva ancora attualmente nel regno di Francia, ma fu adottato nel regno belgico ed anche nel regno di Napoli; e voi sapete, o signori, che il regno belgico e il regno di Napoli hanno le stesse relazioni che abbiamo noi colla Santa Sede, epperò non vi può esser pericolo nell'adottarlo.

Ma, o signori, quando la minoranza aderiva a quest'articolo che, come dissi, e giova il ripeterlo, forma tutta la legge, credeva essa che la sua arrendevolezza fosse assecondata dal Ministero, ed in conseguenza è stata d'accordo colla maggioranza per alcune modificazioni.

Ora queste modificazioni sono contrastate, ed io non so vedere ragione di siffatti contrasti. Dell'articolo 1°, che è il più importante, e che fu inteso in varie maniere, ciò che forma il maggior contrasto ne è l'alinea.

A mio parere quest'alinea non era punto necessario, perchè, come hanno detto già molti oratori, i culti protestanti, il culto valdese, l'israelitico non soffrirono la menoma molestia pel loro esercizio. Ma tuttavia l'ufficio centrale ha creduto di togliere la parola *pubblico*, e per questa modificazione si sono elevate molte questioni. Per me non so vederne il caso: è lungi da me ogni pensiero che il Ministero voglia allargare le concessioni di questi culti; ma è fuori di dubbio che questa parola *pubblico* fa un'assai cattiva impressione, e quindi non aderirei a questa inserzione nella legge.

Vi ho ricordato, o signori, e vi richiamo ad una legge antica che mi permetterò citarvi. Per la parola *pubblico* esercizio s'intende esercizio pubblico dei culti; noi abbiamo di Francia l'articolo 45 della legge del 18 germile anno x in cui è detto che dove sono i tempii consacrati ad altri culti, il culto cattolico non deve più sortire dal recinto destinato al suo esercizio.

Io non accolgo questo timore, ma non è men vero che tal timore invase molte coscienze anche timorate; quindi io vi esorto a rispettarle e togliere questa inutile parola.

La seconda modificazione, nella quale fummo pure d'accordo colla maggioranza, riflette l'articolo 5, il quale tutti convengono che racchiude l'apprezzamento di circostanze così dette attenuanti. Ed è principio legale incontrastabile che l'apprezzamento di siffatte circostanze deve rimettersi onninamente al criterio de' giudici.

Dunque perchè aggiungere alla legge questo nuovo articolo? Perchè sconvolgere il sistema che è solamente riservato ai giudici del fatto? Mi pareva che l'arrendevolezza nostra avrebbe dovuto essere consentita anche dal signor ministro. Dirò di più: questo articolo non esiste in verun Codice, e non posso rendermi ragione che siasi per tal modo voluto esasperare la legge.

Infine v'era la terza modificazione: non si voleva l'articolo della berlina. Ma, signori, il Ministero stesso conviene che quest'articolo è fuori di luogo: mettere l'abolizione della berlina accanto ai ministri del culto! (*Sensazione, rumori diversi*)

Permettetemi, o signori, che vi dica candidamente ciò che penso, la berlina è un'esemplarità. Noi altri vecchi studiavamo nel famoso Beccaria che le pene debbono essere esemplari, non eccessivamente affittive, ma esemplari. Ma da alcuni anni non si parla più che di sistemi umanitari; volete sapere, o signori, cosa ha prodotto questo sistema umanitario? Leggete l'elenco con cui termina il rapporto del nostro relatore su quest'articolo. I reati si moltiplicano ogni giorno, e la mitezza delle pene cosa fa? Voi altri vedete, e mi duole il dirlo, sentenze dove vi sono quindici o venti grassazioni, le quali sono disgraziatamente frequentissime in questo paese. Ebbene come si puniscono? Coi lavori forzati e qualche volta con dieci anni di reclusione, perchè non vi si scorgono tutti gli estremi del crimine aggiunto alla grassazione, e non si trova il crimine, malgrado che la grassazione sia sempre premeditata, ma perchè la guarigione delle inferte ferite non eccede il termine stabilito e non costituisce crimine. Ed ecco a cosa ci conduce codesta mitezza. E poi si sopprime addirittura la berlina! e veggio ancora molti decreti reali per cui questa berlina non si deve più eseguire: si fa la grazia e tutto è finito. Io ho cominciato la mia carriera sotto il Governo di Napoleone, che mi glorio di aver servito fedelmente, come ho servito anche fedelmente il magnanimo Carlo Alberto, e come servo anche fedelmente il Governo attuale; ma è il modo di farla eseguire, la berlina, che modificava gli effetti di quell'esemplarità sotto i vari Governi. Non si deve far passeggiare il delinquente lungo la strada a chieder l'elemosina. Nel tempo del Governo francese i condannati si esponevano in pubblico; e sapete come si fece a toglierla questa berlina? Si procedette gradatamente: dapprima era durativa per ore sei, quindi per minor numero di ore, e finalmente per un'ora.

Il nostro relatore ha detto benissimo che questa legge va corretta, va coordinata col nostro Codice penale, ma che non bisogna sopprimere la berlina d'un colpo, e tanto meno inopportunamente in questa legge.

Io quindi mi riassumo. La minorità aveva aderito al progetto di legge che doveva soddisfare il Governo, soddisfare il clero e l'autorità superiore. Il Governo non vuol accettare le modificazioni; dunque, non accettandosi esse, io, obbedendo alla voce della mia coscienza, voto il rigetto della legge.

RATTAZZI, ministro di grazia e giustizia. Degli onorevoli oratori che parlarono contro il progetto due soltanto hanno discusso nel senso di rigettare intieramente la base del progetto stesso e di non ammetterne parte alcuna. Uno di essi, l'onorevole preopinante, ha insistito nel senso di far ammettere le modificazioni proposte dall'ufficio centrale.

Io risponderò ai due primi ed all'ultimo.

L'onorevole maresciallo a cui si aggiunse il generale La Marmora respingono il progetto, in quanto che con esso si farebbe una legge inducente discordia, piena di fatali conseguenze.

L'onorevole maresciallo particolarmente ha detto che se il progetto di legge fosse semplicemente diretto a contenere i ministri del culto, i quali dal pergamo parlassero contro lo Statuto, egli forse vi si accomoderebbe, ma soggiunse di non poter ammettere questo progetto perchè con esso s'intende anche d'infliggere una pena contro gli ecclesiastici che parlassero contro le leggi dello Stato. Egli disse: le leggi formate dai tre poteri possono contenere alcun che di contrario alla giustizia ed alla religione; ora è dovere degli ecclesiastici di biasimare quelle leggi le quali contengano alcuna disposizione meno giusta o meno conforme ai principii religiosi. Vorrete dunque, egli conchiuse, punire gli ecclesiastici che biasimassero leggi involgenti principii irreligiosi? Questo è stato il primo argomento sul quale fondò la sua proposizione; ma io osserverò all'onorevole maresciallo non essere per alcun modo presumibile che i poteri dello Stato vogliano far leggi contrarie alla giustizia o che contengano qualche disposizione meno conforme ai principii religiosi; e non credo che l'onorevole maresciallo stimi tal cosa probabile.

Ad ogni modo poi il legislatore non può supporre che ciò sia per avvenire; egli difatti non può ammettere la possibilità di una legge la quale sia ingiusta, la quale sia irreligiosa. Ma dico di più: supposto anche che tal cosa potesse avvenire, ciò che a niun patto si può ammettere, l'onorevole maresciallo vorrebbe egli lasciarne giudici gli ecclesiastici, i ministri dei culti? Vorrebbe egli lasciare in loro facoltà, e quando si trovano nell'esercizio delle loro funzioni, il dichiarare una legge ingiusta, irreligiosa?

Io prego l'onorevole maresciallo di por mente alle conseguenze che ne deriverebbero se gli ecclesiastici avessero questa facoltà di dichiarare una legge giusta od ingiusta, religiosa o non religiosa; egli ben vede che per quanto una legge fosse giusta, per quanto ella fosse consentanea ai principii della religione, qualora ella non fosse conforme agli interessi di alcuni dei ministri del culto, questi potrebbero sempre censurarla come ingiusta, come irreligiosa; e quindi ne verrebbe che il potere legislativo, il potere civile andrebbe sottomesso ad un semplice ministro del culto. Se ciò sia comportabile in una società bene ordinata, io ne lascio giudice il Senato.

Soggiungeva l'onorevole maresciallo che, togliendosi ai ministri del culto la facoltà di censurare una legge, si verrebbe a rompere il vincolo che deve esistere tra il superiore e l'inferiore, si porrebbe in questione l'autorità del Sommo Pontefice, perchè, ove il Santo Padre considerasse una legge meno giusta, una legge meno religiosa, ed ingiungesse ai ministri del culto di dichiararla tale, le nostre leggi sarebbero per questo verso soggette all'autorità, al giudizio del Sommo Pontefice.

Io credo certamente che l'autorità del Sommo Pontefice rispetto ai ministri del culto sia assoluta per ciò che ha tratto alla religione ed in tutto che appartenga alla dot-

trina della Chiesa, ma non credo che tale autorità si estenda sopra le leggi emanate dal potere civile; non si può ammettere nel Sommo Pontefice cotesta autorità di far censurare le leggi dello Stato, a meno che l'onorevole maresciallo voglia riconoscere che il potere civile, il potere dello Stato sia dipendente dalla Santa Sede; ma io non posso credere che egli sia per sostenere cosiffatto principio.

Disse pure che sarebbe lo stesso che rompere le relazioni che debbono esistere tra i fedeli ed i loro pastori, perchè se i pastori delle anime non potessero dar consiglio, non potessero designare le leggi da osservarsi e quali non si dovrebbero osservare, i fedeli sarebbero così privati del consiglio dei loro pastori. Ma io ritengo che le relazioni da mantenersi tra i fedeli ed i pastori delle anime non siano relazioni tali che debbano implicarsi nelle attribuzioni del potere civile, ma limitarsi a ciò che riguarda i precetti religiosi.

E pertanto quando non si vieta ai pastori delle anime il predicare sulla religione, ma solamente s'interdice loro il predicare contro alle leggi civili, allo Statuto ed alle istituzioni dello Stato, certamente non si viene a rompere alcuno di quei rapporti che devono necessariamente esistere e che esistono tra i pastori ed i fedeli.

Vede quindi l'onorevole maresciallo che i suoi argomenti non valgono ad infievolire il progetto di legge presentato dal Governo.

Egli dice ancora che la legge non potrebbe giammai essere eseguita, e che quantunque nel Codice di Napoleone si contenga una identica disposizione, tuttavia il fatto è che neanche nell'impero di Francia viene oggi eseguita, adducendo ad esempio alcuni mandati, alcune pastorali di vescovi, nelle quali si dichiarano esclusi dal grembo della Chiesa cattolica coloro i quali nel contrarre matrimonio non osservino la legge ecclesiastica.

Ma io credo che il Codice penale sia ancora in esecuzione nell'impero francese; e credo ugualmente che se qualche ministro del culto si permettesse colà di censurare, od anche di criticare non solo qualche legge, ma qualche semplice atto dell'autorità governativa, egli senza fallo non andrebbe esente dalle pene che quel Codice sancisce.

Nè punto mi muove l'esempio che adduceva l'onorevole maresciallo, perchè se un ministro del culto, parlando della legge sul matrimonio che trovasi in vigore in Francia, si limita a dire che coloro i quali contraggono matrimonio senza uniformarsi ai precetti della Chiesa sono per ciò solo considerati come esclusi dal grembo della Chiesa cattolica, il ministro del culto, io dico, trovasi, così operando, nel giusto esercizio del suo diritto; egli infatti non censura la legge civile, non rivolge un biasimo contro alle istituzioni del paese, ma dichiara semplicemente che colui il quale contrae matrimonio, se intende conservarsi cattolico, deve anche sottoporsi ai precetti della Chiesa cattolica; così egli si trova perfettamente ed assolutamente nell'esercizio del suo diritto e dicasi pure del suo dovere.

Ciò posto, io ripeto che la disposizione di questo progetto di legge per nulla altera nè le relazioni che devono esistere tra i fedeli ed i pastori delle anime, nè deroga per nulla a quell'autorità che, nei giusti suoi confini, possono e debbono i ministri del culto esercitare.

Rivolgerò ora una parola all'onorevole senatore La Marmora.

Egli disse che respingeva questo progetto non per altro motivo, salvo perchè lo considerava quale un progetto di reazione, e che non era per ammettere una reazione qua-

unque, nemmeno contro un'altra reazione. Questo parmi che fosse il suo pensiero e che tali fossero le sue parole.

Egli dunque ammette una reazione, egli riconosce che fra i ministri del culto ve ne sieno alcuni i quali vorrebbero.....

BELLA MARMORA. Domando la parola.

MATTAZZI, ministro di grazia e giustizia.... vorrebbero distrurre le leggi e le istituzioni dello Stato; e tuttavia considera come affetti da reazione anche coloro che intendono solo ad impedire che tal cosa si avveri.

Ma se ciò fosse, egli, ben lungi dal fare un appunto, verrebbe a giustificare il fatto del Governo: io però non vado sino a questo segno.

Io non sosterrò che vi sia o non vi sia azione o reazione, dirò solo che esiste nel Codice penale una lacuna, la quale vuol essere riempita.

È egli vero o no che quando un ministro del culto, dimentico dell'ufficio suo ed abusando le funzioni che esercita, abusando la protezione che la legge gli accorda, censura dal pergamino le leggi e le istituzioni dello Stato, è colpevole?

È egli vero o no che questo ministro del culto dev'essere contenuto entro i confini del suo dovere?

Niuno certamente vorrà contendermi queste verità.

Ma il Codice penale non provvede; dunque è forza che vi provveda una legge apposita.

Sopra questo terreno il signor senatore La Marmora non potrà certamente combattere il progetto del Ministero.

Nulla dirò per ciò che riguarda a' giornali onde si duole, bensì respingo in modo assoluto la taccia che vuol dare al Governo che giornali ispirati dal Ministero parlino contro a uomini che siedono in questo recinto: lo nego assolutamente.

Io nego assolutamente cosiffatta supposizione, e spero che il generale La Marmora non potrà certamente addurre alcun fatto in contrario.

I giornali sono liberi affatto di parlare come vogliono, ma io non approvo certamente, anzi disapprovo che si censuri sia chi vota in un senso, sia chi vota in senso diverso. Non havvi giornale che sia nè ispirato, nè dipendente dal Ministero; e se fosse il caso di dolersi delle censure dei giornali, certo è che gli uomini sedenti in questo banco avrebbero di che dolersi, e con più di ragione, di certi giornali che sono creduti agli stipendi di un certo partito. Ma io non me ne curo, e credo che l'interesse dello Stato richiegga di lasciar che i giornali dicano quel che vogliono.

Vengo ora all'onorevole signor senatore Collier.

Mi duole che egli, dopo di avere così vivamente sostenuto nel seno dell'ufficio centrale il progetto quale erasi proposto dal Ministero, abbandonato ora il Ministero, si unisca alla parte dell'ufficio che vuole modificare il progetto.

Egli ha detto che si accostava a questa parte solo perchè il Ministero non si era mostrato arrendevole accettando le modificazioni dell'ufficio centrale. Nella tornata di ieri per me si dichiarava il rincredimento di non poter accettare tali modificazioni; si dichiarava che se avessi creduto che tali modificazioni avessero migliorata la natura del progetto, di buon grado mi sarei adagiato ad accettarle per corrispondere a quell'arrendevolezza ed a quei sentimenti di moderazione e conciliazione da cui mostravasi ispirato il progetto dell'ufficio centrale. Ma non parmi in verità che se il Ministero non crede sia il caso di accettare le dette modificazioni, il senatore Collier abbia per ciò solo a mutare sentenza e debba accostarsi alle modificazioni a cui era

egli primo opponente quando esse modificazioni discutevansi in seno dell'ufficio centrale. Ma, comunque sia di ciò, dirò alcuna cosa in risposta alle sue osservazioni.

Egli ha dichiarato di non voler accettare la parola *pubblico* rispetto ai culti tollerati, quasi che tal parola lasci credere che i culti tollerati abbiano diritto ad avere un culto pubblico. Ma io rispondo appunto perchè, a mio avviso, è incontestabile che i culti tollerati hanno diritto ad un esercizio pubblico non si deve togliere la detta parola dall'articolo 1° del progetto ministeriale.

Ho già dichiarato nella tornata di ieri che il Ministero non intendeva con questo progetto di variare la condizione dei culti tollerati.

Se il Ministero avesse inteso di alterare tale condizione, avrebbe dovuto farlo francamente; ed io piglio quest'occasione per rispondere al signor senatore Sclopis che se il Ministero intendesse realmente d'introdurre una variazione, una modificazione, avrebbe la franchezza ed il coraggio necessario a proporla.

Ma egli non la propone, e propone invece questa formola perchè non la reputa un'alterazione dello stato delle cose, ma perchè esprime precisamente la condizione attuale dei culti tollerati in questi Stati.

La pubblicità io credo che appartenga di diritto ai culti tollerati, perchè, ammessa la tolleranza di un culto, ne conseguita di necessità il diritto di poterlo esercitare non solo internamente, ma esternamente ancora. E se un culto può esercitarsi esternamente, forza è che sia anche pubblico. D'altronde, come fu avvertito, i culti tollerati vengono esercitati pubblicamente non solo dall'anno 1848, ma ben anco da tempo anteriore.

Ora io domando: se tale era già la condizione dei culti tollerati, qual ragione vi può essere perchè non debba farcene cenno in questa legge? Dirò ancora che quando si volesse limitare la disposizione della legge all'esercizio dei culti tollerati in certi locali a ciò destinati, si darebbe in certa guisa a credere che fuori di detti locali l'esercizio del culto non debba essere pubblico.

Poichè l'alinea si riferisce semplicemente alle disposizioni degli articoli 164 e 165 del Codice penale, verrebbe quindi a dirsi che per tutto ciò che non ha tratto alle disposizioni contenute in questi articoli l'esercizio del culto sia assolutamente immune e libero da qualsiasi disposizione legislativa: il che non è.

Vengo all'articolo 5° del progetto.

L'onorevole senatore Collier dichiarò che non poteva accettare quest'articolo perchè non lo trovava scritto nel Codice penale francese; ma io rispondo che non tutto ciò che sta scritto o non scritto nel Codice penale francese dobbiamo noi ammetterlo o rigettarlo.

L'onorevole senatore Collier sa meglio di me che cosa contenga il Codice penale francese. Esso contiene un divieto assoluto di corrispondenza fra gli ecclesiastici che si trovano all'interno e quelli che si trovano fuori dell'impero francese. Havvi in quel Codice una disposizione precisa, proibitiva di siffatte corrispondenze sotto la comminazione di gravi e gravissime pene.

Ora questa disposizione non fu introdotta nel progetto sottoposto al Senato; ma era però necessario di supplire ad una lacuna; e così mentre io credei conveniente ed opportuno di tralasciare quel divieto, pensai a riempire la lacuna. E se della necessità di riempirla io era già persuaso, lo sono ora maggiormente dopo il discorso dell'onorevole senatore Sclopis, perchè, secondo le sue osservazioni, io

scopo della soppressione di quest'articolo sarebbe di sottrarre a qualsiasi azione penale quel ministro del culto che allegasse a sua giustificazione, a sua discolta un ordine del suo superiore.

Ora il Senato vede quale sarebbe l'effetto di questa disposizione: l'effetto sarebbe che la legge si renderebbe assolutamente inutile. Del rimanente io non mi fermerò di più sopra quest'argomento, perchè colla risposta che diede nell'eloquentissimo suo discorso della tornata di ieri il senatore Siccardi fu ampiamente dimostrato come non solo per la retta esecuzione della legge, ma ben anche nell'interesse, bene inteso, dello stesso clero, al fine di togliere di mezzo certe rivelazioni che potrebbero succedere nel corso dei procedimenti, è del tutto opportuno e conveniente che questa disposizione del progetto sia conservata.

Dirò infine una parola relativamente all'abolizione della berlina.

Il senatore Collet si mostrò quasi meravigliato perchè accanto ai ministri del culto si parlò della berlina, quasi fosse uno scherno che si volesse fare agli ecclesiastici; ma io osservo prima di tutto al senatore Collet che nel progetto non si parla soltanto delle pene da infliggersi ai ministri del culto, parlasi ben anche delle modificazioni delle pene portate dagli articoli 164 e 165 del Codice. Oltre di ciò ho già dichiarato qual fosse il motivo dal quale fui indotto ad introdurre esso articolo nell'attuale progetto di legge: io ve l'ho inserito perchè era già stato approvato separatamente da una parte del Parlamento; e dal momento che si voleva presentare un progetto di legge sopra alcune modificazioni al Codice penale, mi parve che fosse un atto di conveniente deferenza lo includervi la medesima disposizione.

Ma in verità io non veggio come possa trovarsi alcuni disdoro pel clero in un progetto di legge che parla dei ministri del culto e contiene anche un articolo il quale non istituisce la berlina, ma ne reca l'abolizione.

L'onorevole senatore Collet dolevasi che i reati vanno moltiplicando, che le carceri sono continuamente ingombre, e diceva perciò che, invece di diminuire le pene, sarebbe il caso di aggravarle.

Risponderò a mia volta all'onorevole senatore Collet che questi reati si commisero mentre la pena della berlina era in vigore. Si persuada l'onorevole senatore Collet che non la gravità della pena può contenere i colpevoli, non la maggiore asprezza della punizione, ma sibbene quella punizione che sia corrispondente e proporzionata ai reati, servati i debiti riguardi ai costumi ed alla pubblica opinione, quella punizione che venga irrimediabilmente e prontamente applicata.

Or dunque, quand'anche fosse abolita questa pena, che è una pena semplicemente accessoria, come ho già accennato, io credo per certo che il numero dei reati non sarebbe per aumentarsi, e che perciò dall'abolizione non siano per nascere inconvenienti.

Giovami ripeterlo ancora una volta: io ritengo che realmente sia più conforme ai costumi ed ai tempi che questa abolizione si faccia, ma sarebbe pure un inconveniente che per ciò solo che si volesse differirla la legge non potesse ottenere in questa circostanza la definitiva approvazione del Senato; io prego adunque il Senato a voler senz'altro approvare tutta la legge.

PRESIDENTE. La parola è al senatore Alberto La Marmora.

DELLA MARMORA. Ho chiesta la parola unicamente

per dire che il signor ministro volendo andar sopra le parole che io ho proferite, mi fece dire che io parlavo di una reazione che combatte un'altra reazione, e da ciò egli ne arguisce che io ammetto l'esistenza di una reazione. Io non ho scritto niente affatto il mio discorso, ma siccome queste parole erano le più gravi che io intendeva di pronunziare, il caso volle che le trovi scritte in un piccolo pezzo di carta che ho qui avanti, e che avevo vergate pochi istanti prima che mi venisse concessa la parola; esse sono queste: parlando d'un partito, dico, un partito che fa la reazione sotto il pretesto o l'intendimento di combattere o di prevenire una reazione, io non parlo che esista una reazione, io ripeto, io parlo solamente di un partito che fa la reazione nello intendimento di combattere o prevenirne un'altra; del resto io oso sperare che il modo con cui mi sono spiegato ha fatto vedere che io non intendo niente affatto d'incitare gli animi, anzi credo di aver pronunziato parole tutte di pace e di concordia.

In quanto poi a ciò che mi fece dire il signor ministro rispetto ai giornali, se egli si riferisce a quello che io ho detto in principio del mio discorso, io gli risponderò che intesi dire di quei giornali i quali ci dipingono come facienti un'opposizione sistematica contro le istituzioni, contro la libertà, ma non ho detto altra cosa; sa poi il signor ministro intende parlare di certi giornali, di cui ho fatta menzione più tardi, cioè di quelli che scrivono contro il clero e contro la religione, io posso dire francamente che non ho mai inteso di dire che questi giornali fossero ispirati dal Governo, anzi in questa circostanza potrei dichiarare apertamente che io non ho mai avuto intenzione d'inculpare il Governo per tutti quegli appunti che si scrivono contro il clero e la religione; questa dichiarazione io mi credevo in dovere di farla, e spero che sarà accolta dal signor ministro.

PRESIDENTE. Prima di proporre la chiusura della discussione la parola spetta al relatore dell'ufficio centrale.

PINELLI. Io aveva chiesto la parola ieri.

PRESIDENTE. E vero, ma non essendo presente allorchè era il suo turno, la concedetti ad altri, ora però se desidera la parola io gliela accordo.

PINELLI. Non avendo potuto assistere al principio della presente seduta perchè distratto dalle gravi cure di una carica faticosa, non si aspettino perciò gli onorevoli miei colleghi un discorso preparato, qual richiede la difficoltà dell'argomento, il quale versa sopra punti in cui il dissenso si riduce a differenze molto sottili, e ad interessi molto delicati.

Io mi compiaccio che sulla questione vitale non vi sia differenza di opinione in fatto di principii tra me e l'ufficio centrale, io ne prendo atto dalle parole del suo relatore, il quale disse e riconobbe spettare al Governo il dovere e il diritto d'impedire che dai ministri del culto si abusasse della parola e degli scritti per biasimare nell'esercizio del loro ministero le istituzioni e le leggi dello Stato, nè più nè meno di quello che s'intende di fare colla legge in proposito.

Ma io sono debitore di un'osservazione, la quale potrà venire forse in risposta a certe considerazioni dell'organo onorevolissimo dell'ufficio centrale.

Salvo l'onore alle sommità giudiziarie, a cui siasi indirizzato per conoscere se la legislazione esistente risponda al bisogno, se mi fosse stata indirizzata una tale interrogazione, la mia risposta (non certamente per aggiungere lumi ai lumi altrui) confesso che sarebbe stata diversa da quella che si è recata in mezzo dall'ufficio centrale.

Io non avrei potuto a meno di dire ciò che è, ciò che risulta dalla pratica quotidiana nell'amministrazione della giustizia. Se mi fosse stato chiesto se l'articolo 200 abbia risposto precisamente allo scopo, cui si allude colla frase da me citata, io avrei risposto francamente che nei casi, in cui lo si è applicato, non lo fu per rispondere a questo principio, ma bensì ad un principio diverso, a quello cioè indicato dall'onorevole mio collega ed amico senatore Siccardi nella seduta di ieri; il che si può facilmente riconoscere mettendo in confronto l'articolo 200 del Codice penale coi termini dell'attuale controversia.

Io avrei dovuto rispondere che quando si applicò quell'articolo non fu già per la censura contro il Governo, o contro le leggi e le istituzioni; ma fu bensì perchè i fatti stessi portavano una decisa impronta di sprezzo al Governo non solo, ma persino alla persona del principe, ed avrei potuto avvalorare questa dichiarazione coll'esempio precisamente di un caso, che è fra i citati dalla stessa relazione e su cui ebbe a pronunciare il magistrato d'appello di Piemonte.

In tali circostanze si dichiarò bastare il carcere sofferto; segno certo che non trasmodava il magistrato in severità. In questo caso appunto le espressioni usate erano un'estesissima critica di tutti gli atti del Governo; ma questo non avrebbe potuto bastare; esse contenevano un vero insulto a termini dell'articolo 200.

La questione trovasi dunque chiaramente fissata, spetta al Senato dire se sia il caso di riempire una lacuna, oppure se intenda che le cose stiano in quei termini, per cui sovente si istituisce un'azione con fondamento, ma poi non si può venire ad una stretta dichiarazione di colpevolezza.

E il motivo non sta solamente in quell'affinità, che possono avere espressioni di critica, ed espressioni di sprezzo, ma appunto consiste in una ragione di cui possiamo farci capaci, ed è che quando s'istituisce un'azione dal pubblico ministero, la relazione che riceve può portare una tale impronta di notorietà, per cui non possa naturalmente prescindere dall'istituire l'azione, ma quando si ricorre alla prova, sempre havvi chi ha intesa un'espressione, chi ne ha intesa un'altra, e la cosa si riduce allora ai termini di cui si parlò avanti, ad una critica che non significa niente, che non involge lo sprezzo.

Egli è evidente che la dignità del Governo non può permettere che si debba venire a tale discussione anche negli stessi tribunali, e farò su di ciò appello a quegli onorevoli militari che siedono nella Camera, i quali sono molto teneri dell'onore del loro principe e del Governo.

Del resto io mi farò a considerare un istante quello che avviene nei paesi in cui è ammessa questa legge. Veramente non mi poteva aspettare che si mettesse in dubbio, che essa fosse in piena osservanza nella vicina Francia, ed a questo riguardo non ho che a riferirmi alle espressioni abbastanza chiare e precise di uno scrittore che passa per il più fedele interprete della legislazione penale francese. Ecco in quali termini ne parla. Se essi esprimano una specie di renitenza nella giurisprudenza francese di seguire il testo della legge, lo giudicheranno i miei colleghi:

« Le discours ne constitue qu'un simple délit passible d'une peine correctionnelle de trois mois à deux ans s'il ne renferme que la critique ou la censure du Gouvernement, d'une loi, d'une ordonnance royale ou de tout autre acte de l'autorité publique. Il importe peu que cette critique soit directe ou indirecte; la loi ne distingue pas, il suffit que le fait d'une critique, d'une censure quelconque soit établi. »

Così si esprime Chauveau, il quale per solito quando si tratta di articoli che menomamente possano intaccare un principio della scienza, o le considerazioni morali, non ommette certamente di farne un cenno. Che poi quella legge possa essere stata dettata da spirito di parte, o da spirito di ombrosa politica, la quale nutrisse sospetti contro ogni cosa che avesse apparenza di libertà, io non ne prenderò altri motivi a discuterla che quelli che si raccolgono dallo stesso rapporto che precedette la presentazione di questo titolo del Codice penale, esso dice:

« Trop souvent des prédications insensées ont pris dans les chaires de l'Évangile la place du langage sacré de la morale et de la vertu, et des hommes envoyés pour bénir se sont trop souvent permis de maudire. »

Io tralascio il resto per tenermi solamente a quelle espressioni che per la loro generalità abbracciano appunto tutti i tempi e tutte le circostanze. Unicamente io credo che si debba considerare che quelle leggi che mantengono l'indipendenza del potere civile non sono patrimonio di una sola nazione esclusivamente, esse appartengono, come dice l'illustre Portalis, al genere umano, e per conseguenza io mi asterrò dall'entrare in più lunghe considerazioni, pago solamente che forse una non breve pratica in funzioni di genere che possono avere alcuna relazione cogli argomenti in discussione, mi abbia posto in grado di rettificare una qualche asserzione.

SCLOPIS, relatore. Signori senatori. Dopo di aver ieri lungamente discorso sulla materia, rispondendo ad un ragionamento col quale l'onorevole signor guardasigilli veniva ripassando in esame, e combattendo le principali considerazioni su cui si è appoggiato il pensiero della maggioranza dell'ufficio centrale, io credo che oggi mi abbia facoltà di essere breve, e di passare sopra molti appunti che vennero esposti in questo recinto, che quantunque presentati con forma diversa, non mi paiono per altro se non una ripetizione delle difficoltà già mosse.

Tuttavia non lascerò inosservata qualche deduzione di principio, la quale possa ai miei occhi avere una conseguenza grave, sia sull'esito della legge, sia sul modo d'intendere il concetto dell'ufficio centrale.

Dopo di aver toccate queste difficoltà che mi paiono ancora suscettive di qualche dichiarazione, mi farò a riassumere la posizione della questione, quale emerge dalla relazione dell'ufficio centrale, poichè tra i venti contrari che soffiarono in questa discussione forse taluno potrebbe credere che noi avessimo pensato ciò che era lontano dai nostri pensieri, e che avessimo fatto concessioni che non eravamo disposti di fare.

Il signor guardasigilli quest'oggi ha ripetutamente, come egli dice, riconosciuto che quanto alla parola *pubblico*, che si trova nell'alea del primo articolo, essa non importava diversità da quanto era stabilito dalle leggi attuali, ed egli rispondeva, ciò che io già presumevo, vale a dire che se avesse avuto altro pensiero lo avrebbe francamente esposto, come noi francamente l'avevamo invitato ad esporlo.

Questa dichiarazione debbe sicuramente tranquillare tutti coloro i quali pensavano che, mutata la forma del dire antico, si mutasse anche l'effetto delle disposizioni; tuttavia a chi concede una dichiarazione la quale è favorevole al nostro assunto, pare conveniente il rispondere con una concessione ugualmente diretta ad avvivare lo spirito di conciliazione.

Io credo di non esser disdetto dai miei colleghi, quando

proponga al signor guardasigilli di mutare la nostra prima redazione, ed invece di dire: « Le disposizioni di quegli articoli non sono applicabili agli atti spettanti all'esercizio dei culti tollerati nei locali ad essi culti destinati: » surrogarvi: « l'esercizio dei culti tollerati in conformità delle leggi. »

Se il signor guardasigilli, il quale parve essere alquanto dubbioso, che col dire « pei locali ad essi culti destinati » si scemasse quello che è attualmente, se egli accettasse questa nostra modificazione non verrebbe che a confermare vieppiù quello che già esiste e quello che egli ha detto di voler conservare. Dico questo per sempre più attestare con quanto spirito di conciliazione noi siamo entrati nella disamina di questo progetto di legge.

Non ho più inteso oggi riprodursi la dottrina che ieri si era espressa, vale a dire che l'articolo 32 dello Statuto che ha tratto alle associazioni, reagisse sulla materia dei culti, ma per il caso che alcuno intendesse ancora di fare questa applicazione di un articolo, che credo affatto disgiunto dall'altro; io mi era munito di un'autorità di uno scrittore conosciutissimo da tutti coloro che si occupano di studi costituzionali: *Du régime constitutionnel*, ecc., del signor Hello, il quale appunto tratta della questione che tocca dei limiti che distinguono le associazioni dai culti esistenti.

I passi che io debbo leggere sono brevi, e non serviranno che a confermare quell'opinione che ieri ho esposto:

« Le problème est tout entier dans une confusion d'idées; c'est par des distinctions qu'il faut le résoudre.

« On l'association s'occupe d'objets religieux, sans célébrer de culte, et il est sans difficulté qu'elle reste soumise à la police administrative, elle a besoin d'autorisation, et l'autorisation est révocable.

« On l'association célèbre un culte, et alors seulement la difficulté se présente; mais alors encore il faut distinguer:

« Le culte qu'elle exerce est reconnu, ou ne l'est pas; s'il est reconnu, il vit en vertu d'un droit constitutionnel, et non d'une autorisation administrative. Les réunions auxquelles il donne lieu ne sont pas des associations proprement dites, comme nous allons voir; il est couvert par la Charte, un seul cas excepté; quand il se célèbre ailleurs que dans les édifices qui lui ont été assignés; hors de chez lui, on n'est plus obligé de le reconnaître.

« S'il n'est pas reconnu, il rentre dans la classe des associations sujettes à l'autorisations de la police, et cette différence entre les cultes anciens, qui ont cessé de l'être, a sa raison dans la nature même des choses.

« Ainsi la Charte et le Code pénal prévoient deux cas différents, et sont loin de se contredire. Le Code s'applique à toute association qui n'a point pour but la célébration d'un culte; il s'applique aux cultes nouveaux, qu'il saisit à l'état d'association (article 291); il s'applique encore aux cultes anciens, célébrés ailleurs que dans les édifices consacrés. En dehors de ces trois hypothèses, il n'y a plus que des cultes anciens, se renfermant chez eux; ils n'ont rien de l'association, ce sont des établissements légaux; la Charte les prend sous son égide. »

Ecco una dottrina che credo conforme a tutti i principii costituzionali, a cui godo vedere accordarsi l'ultima dichiarazione che ci ha favorito il signor guardasigilli, vale a dire, che le religioni tollerate abbiano quella larghezza di esercizio né più né meno che hanno attualmente, in conformità della legge.

Il signor guardasigilli si era anche preoccupato ieri (dopo che io presi la parola e quando mi fece l'onore di

replicare) dell'idea che un culto esercitato fra le pareti private potesse venire inquietato, se non si adottasse la parola *pubblico* introdotta nell'alinea del primo articolo.

A ciò mi pare facilissimo il rispondere, che quando si tratta di un culto che sta tra le pareti private di *domestica sacra*, di una specie di *divozione particolare* che abbia una famiglia, la legge non vi ha che fare, poichè non vi ha culto nel senso previsto dall'articolo primo dello Statuto, ma si rientra nelle dottrine sulla libertà di coscienza che ieri si sono messe in campo.

Passerò di volo sulle considerazioni che ha addotte ieri l'onorevole senatore Di Montezemolo. Egli ha voluto entrare in un campo, dal quale l'ufficio centrale rifuggiva.

L'ufficio centrale credeva che in una questione meramente legale, qual è la presente, non fosse provvido consiglio il toccare a questioni di politica generale, e quindi non vedo che le parole dette dall'onorevole Montezemolo possano mutare in qualunque modo il sistema che l'ufficio centrale ha adottato.

L'ufficio centrale non si è preoccupato né di esistenza di partiti, né di malcontento, né di bandiera di neutri: l'ufficio centrale non si è fatto che a considerare i diritti dei cittadini, le opinioni rispettive dei cittadini. Se dovessi poi seguire l'onorevole oratore nello sviluppo che ha dato alla sua proposizione, gli direi, che se questa coalizione, o consorzeria, di malcontenti è limitata a poche persone di un partito più o meno organizzato, allora sta benissimo che le si opponga una severità di legge. Che quando poi, non un partito, ma una massa del popolo fosse veramente malcontenta, e vi fossero cagioni di essere tale, allora il provvido Governo dovrebbe cercare i mezzi di far cessare queste cagioni, dovrebbe appunto cercare a predicare la concordia, ad unire gli animi, e non mai a lasciare traboccare la bilancia più da una parte, che dall'altra per dar soddisfazione a chicchessia. Ma tutte queste sono considerazioni affatto estranee, e che espongo solamente nel mio particolare, perchè sopra questi appunti politici l'ufficio centrale non si estese né nelle conferenze private, né nella redazione della relazione, né in pubblico, come avete udito.

Il signor senatore Siccardi ci ha favorito alcune osservazioni alle quali in gran parte non posso a meno che aderire, poichè non furono che una solenne parafrasi di principii da lui molto meglio espressi in parole, che non lo furono in iscritto nella mia relazione. Bensì non potrei accettare gli esempi che egli addusse degli articoli che modificano la legge d'imputabilità; i due articoli da lui citati non mi sembra che possano mettersi a livello coll'articolo testè proposto dal Governo.

Mi pare che l'onorevole senatore Siccardi ci ha indicato che il parricidio è sempre inescusabile. Io credo che abbia voluto alludere all'articolo 578, se non sbaglio, del Codice, il quale è così concepito

SICCARDI. Non è quest'articolo.

SCLOPEL, relatore. Abbia la bontà di dirmi quale.

SICCARDI. È l'articolo 612, il quale è concepito un po' diversamente dall'articolo francese.

L'articolo francese dice:

« Le parricide n'est jamais excusable. »

L'articolo 612 poi dice:

« Per gli omicidi enunciati negli articoli 569, 570, 571, 572, 576 e 580, non si farà mai luogo a diminuzione di pena, salvo quanto all'infanticidio il disposto dell'articolo 579.

« Non potrà nemmeno diminuirsi la pena per le ferite o

percosse volontarie od altre violenze, in cui concorra alcuna delle circostanze aggravanti indicate in detti articoli. »

Sicchè il parricida non è giammai scusabile, non si fa mai luogo per lui a diminuzione di pena.

Mi permetto d'aggiungere che ho fatto questo paragone, come ho solennemente dichiarato, non certamente per analogia di fatti, ma per conformità di principii.

SCLOPIS, relatore. Mi dispiace di non poter aderire nemmeno ad idee di confronto di principii, perchè credo che non vi è più confronto quando si tratta di disposizioni divergenti, come diversa è l'intenzione della legge, e siccome trovo che all'articolo 578 nel caso di parricidio, ove il crimine sia mancato si passa ad una mitigazione di pena, così neppure qui si esclude che in certe circostanze si abbia ad ammettere una diminuzione d'imputabilità.

Del resto poi io non mi fermerò nemmeno all'esempio citato del delitto d'insubordinazione. Sicuramente il delitto d'insubordinazione non può ammettere attenuazione in seguito a provocazione, poichè la pena dell'insubordinazione tende ad antivenire appunto ogni effetto di provocazione.

Io penso pertanto che anche in questa parte non sarebbe paragonabile l'articolo citato.

Ritengo però sempre che, quando si tratta di regole di imputabilità, bisogna andare molto a rilente. Non è che io voglia che sia scusato il colpevole, non è che io segua l'opinione di coloro che credono che in certi casi quando uno abbia ricevuto un ordine del superiore sia assolto allegando quell'ordine. No, o signori! Io non sono di quest'opinione, e l'ho espresso bastantemente nella relazione, adducendo autorità tali che credo siano sufficienti per togliere ogni dubbio. Io porto opinione che in quelle certe circostanze se non si farà luogo all'assolutoria del reo, si farà però luogo a diminuzione di pena, ed in ogni caso non si lascerà quel tristo esempio di una legge che procede inesorabilmente a costituire il criterio del giudice.

Ora qui conviene che io passi alle osservazioni addotte in questa tornata dall'onorevole senatore Gioia, il quale adduceva poi, in aggiunta alle considerazioni allegate dianzi dal senatore Siccardi, altri esempi, come quello dell'obrietà, come quelli di certi casi di contravvenzioni. Ma io credo che siano casi speciali, e che in nessuno di essi vi sia mai una proposizione assoluta e generica, come sta nell'articolo del progetto di legge, che preclude la via ad ogni attenuazione di cui non si conosce la portata. Per conseguenza in questa parte non potrei aderire al suo parere.

Io lascerò che egli tema che taluno imbizzarrisca di un'ombra vana. Le ombre a taluni paiono vane, a taluni vestono quasi apparenza di corpi. L'imbizzarrire sarebbe, per quanto mi pare, in quel caso troppa leggerezza quando uno si occupa di questioni gravi, quali sono le presenti che noi trattiamo (*Sensazione*).

Del resto il signor senatore Gioia facendo aspirazioni a riforme molto più radicali, dicendosi scotentissimo del pochissimo che gli si offre e desideroso di ottenere al più presto quel tanto che a lui pare mediocre, e ad altri parrebbe forse moltissimo, io lo scorgo preoccupato di un'idea troppo generale d'avvenire, perchè creda dovere utilmente ora combattere quegli appunti che fece al nostro progetto, i quali rientrano nella serie delle altre difficoltà che si sono mosse intorno alla relazione.

Toccato così di volo quelle difficoltà, conviene che io riponga, come dissi, la questione nei termini ne quali la vedeva l'ufficio centrale.

L'ufficio centrale non ha aderito e non potrebbe aderire

a chiunque creda che un chierico, un ministro de' culti sia immune dalla pena, quando abusa della sua posizione; anzi l'ufficio centrale intende di secondare in ciò la proposta del Ministero. Vide in questa proposta un uso legittimo di un diritto che compete al Governo di esercitare, e quantunque gli paresse che la legislazione anteriore potesse in gran parte supplire a questo difetto, però non volle che mai gli si potesse opporre, che abbia negato forza al Governo. E esso quindi nella redazione che propone era perfettamenteamente in tutte quelle teorie che ho udito, con tanta eleganza, e con tanta ampiezza di dottrina, svolte in quest'aula senza contraddittori, vale a dire, che conviene che tutti sieno eguali davanti alla legge, che vi è un reato particolare quando si abusa della parola in certe circostanze, quando si è rivestiti di certe funzioni; tutto ciò è pienamente accordato.

In che si distingue l'opinione della maggioranza dell'ufficio centrale dall'opinione degli opposenti alla legge? Si distingue in ciò che l'ufficio centrale crede che il reato di cui si tratta nell'articolo secondo del progetto non sia un reato *sui generis*, che non si possa applicare ad altri che ai ministri del culto, crede che vi sieno delle condizioni di persone, le quali poste in egual capacità di produrre mali effetti, debbano essere minacciate di egual pena, crede che quando in uno Stato vi sono posizioni, di uffici inamovibili, che vi è una gran larghezza di parlare accordata a molti funzionari o diretti od indiretti del Governo, non sia ai soli ministri di culto adattabile una presunzione di produrre cattivi effetti contro il Governo, e di screditare le leggi.

Vede per conseguenza il Senato che l'ufficio centrale non si ricusa ad estendere, secondo l'opinione del guardasigilli, la punizione di provocazione al malcontento, allo sprezzo, anche al semplice biasimo (mentre penso che la parola *biasimo* debba essere sostituita alla parola *censura*). E qui non si commove l'ufficio centrale dalla considerazione che emetteva ieri l'onorevole senatore Siccardi, il quale riputava che meglio sarebbe stato il conservare la parola *critica*, poichè, come disse, se sostituite *censura*, potranno nascere difficoltà, incertezze. Io credo che se si metterà *biasimo* invece di *censura*, sarà sempre possibile la stessa difficoltà, poichè qualunque sia la parola adottata, vi dovrà essere quella valutazione intrinseca dell'intenzione del parlante, dell'effetto delle parole e della disposizione dell'uditorio. Tutte queste circostanze influiranno sempre sull'animo del giudice quando dovrà applicare la legge; ciò dimostra che quantunque fra i molti processi che si sono istituiti pochi siano riusciti a condanna, tuttavia le sentenze, di non farsi luogo a procedimento, possono essere state originate ben da altro che da difetto di legge, esse possono essere appoggiate su quella valutazione di parole, su quella combinazione di idee, su quella valutazione di circostanze, in seguito a cui il giudice abbia creduto che non era il caso di applicazione della legge.

La circostanza di questa disposizione ci porta all'art. 5.

L'articolo quinto, il quale sarebbe, a nostro avviso, da sopprimere, è stato vivamente sostenuto, così dal signor guardasigilli, come dal signor senatore Siccardi.

Mi pare che il signor guardasigilli ci ha parlato quest'oggi di certo effetto che potrebbe avere questo articolo, qualora fosse mantenuto, per certe rivelazioni. Confesso che non ho saputo trovare queste parole nella stampa, che mi sono procurata questa mattina, del discorso dell'onorevole senatore Siccardi.

Siccome la parola *rivelazione* poteva avere qualche importanza, ne ho tenuto conto, ed è perciò che io ho avuto ricorso al testo stampato e non ho trovata questa parola, bensì ho trovata l'idea, che con questo mezzo, d'impedire la reversibilità della pena al superiore, s'impedisce la frequenza dei reati.

Ciò, a mio credere, tornerebbe allo stesso che dire che, quando vi è una convenienza politica, tace una ragione di giustizia individuale. Vi sarà una convenienza politica di non andare rimestando tropp'oltre nelle sue conseguenze un processo; ma quando rispetto alla giustizia individuale, quando nell'applicazione della pena si corre rischio d'offendere la moralità nel valutare l'imputabilità di un individuo, io confesso che preferirei anche che uno il quale potrebbe qualificarsi colpevole non si rinvenisse od andasse immune da pena, piuttosto che di colpire di pena uno, il quale potesse riversarne la responsabilità sopra altri.

SICCARDI. Mi permetta un'osservazione.

Prima di dire che non conveniva assolutamente ammettere questa scusa in un giudizio qual fondamento di discolta legale, e che ci era sconsigliato da una ragione di politica convenienza, io ho posto in principio che questa ragione di convenienza veniva a conforto di una ragione di giustizia e di pubblica difesa.

Sicchè, come il Senato vede, non ho scompagnato la giustizia dalla convenienza.

SCLOPIS, relatore. Sta benissimo che non abbia il signor senatore Siccardi scompagnato la convenienza dalla giustizia; ma quando avvenissero contrasti preferirei sempre la giustizia alla convenienza.

Questa è la mia opinione, e credo che è l'opinione anche la più conforme ai principii.

Dunque, o signori, vedete che il nostro assunto nella sostanza non si distingue dall'assunto del Ministero, che noi solamente vogliamo generalizzare la legge, più che non è nel progetto.

Dico di più: sarà effetto di cause lontane, sarà colpa forse di eccitamenti indipendenti dalla volontà di tutti quelli che qui si trovano riuniti, ma è un fatto che, secondo le sensazioni che si produssero nel pubblico, il progetto di cui si tratta pare vesta un non so che di colore di circostanza.

Noi crediamo che l'autorità che il Governo domanda, e che noi siamo disposti a concedergli, sia tale da spogliarsi di quel colore di circostanza, e che volendo lasciare che si restringa la legge, perchè vada più diritto per un solo scopo, che noi credevamo comune con altri, si faccia un male presente, si scemi l'autorità della legge, e forse si commuova anche indebitamente una parte della popolazione, la quale, quand'anche fosse troppo timida, non si potrebbe perciò accagionare di malevolenza verso il Governo.

Io non vi dirò più che due parole, o signori, e queste non saran mie, saranno parole di un valente pubblicista, al quale il signor guardasigilli non vorrà negare, spero, il suo suffragio; questi è Beniamino Constant, il quale, parlando delle leggi che si fanno a proposito di certe circostanze, entrava in quest'opinione:

« Ces lois font supposer l'existence du danger, et la supposition du danger le crée. Ces lois de circonstance ont par là l'inconvénient de prolonger les circonstances, et sous un autre rapport elles les aggravent. » (*Cours de politique constitutionnelle*, tom. II, pag. 54.)

Dunque quando si può spogliare una legge di un certo

colore, mi si tolleri l'espressione di personalità, quasi fosse il prodotto speciale di circostanze momentanee, ed invece si può risalire a principii generali ed avere in mano il freno, ed avere in mano ogni elemento di correzione, io credo che dal nostro canto non è stato indiscreto il progetto di variazioni. Io suppongo che il Ministero nella sua proposizione avrà anche calcolato dal suo lato le conseguenze che possa avere la redazione che ci ha proposto.

Così stando ai termini della quistione, nella sostanza siamo d'accordo, nella forma dissentiamo. Le circostanze, se hanno una grande influenza, sono variamente apprezzate dal Ministero e da noi. Rimane al Senato a giudicare se siamo stati troppo timidi o scrupolosi volendo generalizzare, o se meglio sia non entrare in quella via speciale che c'indica il Ministero.

GIOIA. Domando la parola.

PRESIDENTE. Ha facoltà di parlare.

GIOIA. Sento il bisogno di spiegare un poco meglio alcune parole mie, le quali, colpa forse di non essere state espresse con sufficiente chiarezza, non sono state ben intese dal signor relatore.

Nella relazione dell'ufficio centrale è detto con termini molto espliciti che è cosa senza esempio nella moderna legislazione che si proibisca al giudice di tener conto delle scuse che il colpevole possa addurre a sua difesa.

Ho risposto che ciò non può essere, non dev'essere, che ciò non è; ed a conferma di questo furono addotti diversi esempi attinti dallo stesso nostro Codice penale.

Fu citato l'esempio del parricidio, di cui la legge appunto nettamente dice che non sarebbe in nessun caso scusabile; e poi ne ho aggiunti altri non meno chiari, non meno significativi.

Nel fatto, per esempio, dell'omicidio per ubbriachezza (frequente o abituale) la legge ha detto al giudice: voi non ammetterete questa scusa, nè scemerete per quella la reità dell'accusato.

Un altro fatto non meno rimarchevole è quello delle ingiurie che secondo il sentire comune, se sieno fondate in fatti veri, paiono per ciò stesso almeno in parte scusabili e degne di minor pena che quando germogliano di calunnia; tuttavia in questo caso il legislatore ha pur detto al giudice: voi non terrete conto di questa scusa, voi non diminuirte per questo l'imputabilità del prevenuto.

Dunque non è vero che sia senza esempio che il legislatore interdica al giudice di tener conto di certe scuse. Non è vero soprattutto quando vi siano ragioni gravi e generali, per cui di queste scuse non si debba tener conto.

Ora quello che il legislatore ha fatto in questi casi che abbiamo ricordato, ai quali altri assai potrebbero aggiungersi, l'ha potuto fare, ed aggiungo l'ha dovuto fare nel caso nostro speciale, in cui vi ha tanta e così urgente ragione per inibire al giudice di tener conto di scuse di tal sorta, le quali per indiretto (ove venissero ammesse) struggerebbero l'imperio e le giurisdizioni territoriali. D'onde può dunque scorgersi che non inopportuno furono citati gli esempi sovradetti, che diversi per ragione e per indole si accordano però tutti nel principio nazionale che li informa.

PRESIDENTE. Prima di proporre alla Camera la chiusura generale debbo renderla informata che i signori senatori San Martino e Caccia hanno depresso sul banco della presidenza le loro relazioni sui progetti di legge concernenti: uno la pubblica sicurezza, l'altro l'autorizzazione alla divisione amministrativa di Sassari di eccedere nel

1854 il limite normale dell'imposta. (Vedi vol. *Documenti*, pag. 795, 1531.)

Ora invito la Camera a pronunziarsi sulla chiusura della discussione generale.

Chi approva la chiusura della discussione generale, voglia sorgere.

(Il Senato approva.)

Chieggo al Senato se vuol passare alla discussione degli articoli.

Alcuni senatori. A domani!

PRESIDENTE. Domani dunque vi avrà seduta pubblica all'ora solita.

La seduta è levata alle ore 5.